



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE LA RÉPRESSION POUR LA JUSTICE SOCIALE CONSTRUISONS LE TOUS ENSEMBLE !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 4 AVRIL 2019

Le journal *Le Parisien* nous a livré une bonne nouvelle : Macron serait « rincé », « essoré », « pas loin du burn out »... Avec 14 départs depuis le début de sa présidence, une bonne partie de la petite bande qui l'avait accompagné vers la victoire l'a déjà quitté. Et sur fond d'une colère sociale qui ne s'éteint pas comme l'ont montré l'Acte 20 des Gilets jaunes ou les mobilisations dans l'Éducation, le pouvoir ne sait toujours pas comment reprendre la main, au terme du « Grand débat ».

Mais une chose est certaine : nous n'avons rien à attendre des mesurette à venir. Car la feuille de route du gouvernement n'a pas changé : ne plus reculer devant les Gilets jaunes, faire payer les pauvres et l'ensemble du monde du travail.

ON PREND LES MÊMES... ET ON CONTINUE

Isolé politiquement, Macron en a été réduit à faire appel aux très proches pour son dernier mini-remaniement. Ainsi, Sibeth Ndiaye, l'ex-communicante de Macron, devient la porte-parole du gouvernement. Celle qui assume « parfaitement de mentir pour protéger le président » est aussi à l'origine de l'expression « pognon de dingue » utilisée par Macron pour stigmatiser les aides sociales accordées aux plus démunis. En clair, une ministre totalement à l'image du mépris macroniste !

LA GUERRE AUX TRAVAILLEURS CONTINUE

Le gouvernement entend accélérer sa politique de casse sociale. La réforme des retraites se prépare, et celle de la Fonction publique – avec ses 120.000 suppressions d'emplois d'ici 2022 – est en route. Dans l'Éducation nationale, la loi Blanquer s'attaque à l'ensemble du système éducatif.

Dans les entreprises aussi, le patronat attaque. Dans la Sarthe, ce sont plus de 800 salariés de la papeterie Arjowiggins qui devraient se retrouver sur le carreau. Pourtant, le groupe Sequana, propriétaire de l'usine, affiche un chiffre d'affaire de 2,8 milliards d'euros en 2017 : largement de quoi garder tous les emplois !

Cette fermeture viendrait s'ajouter à bien d'autres plans de licenciements et fermetures d'usines

annoncées ces dernières semaines par des groupes florissants : Kingfisher, qui devrait fermer 11 magasins Castorama et Brico Dépôt ; Carrefour, qui après avoir supprimé 4.500 emplois l'année dernière, voudrait en supprimer à nouveau 1.300 en 2019 ; les groupes automobiles, qui programment 10 à 15.000 suppressions d'emplois, avec entre autres la fermeture des usines de Ford Blanquefort, PSA Saint-Ouen et PSA Hérimoncourt ou encore la menace de fermeture de l'usine Bosch de Rodez...

LA FUITE EN AVANT RÉPRESSIVE DU POUVOIR

Pour imposer cette politique, le gouvernement s'est engagé dans une fuite en avant répressive sans précédent, pour dissuader toutes résistances.

Mais les interdictions de manifester (avec leur pluie d'amendes injustifiées), les milliers de contrôles préventifs, les centaines de condamnation, dont 800 à des peines de prison ferme, les milliers de blessés, dont 22 éborgnées et 5 mains arrachées, ne mettront pas fin à la mobilisation.

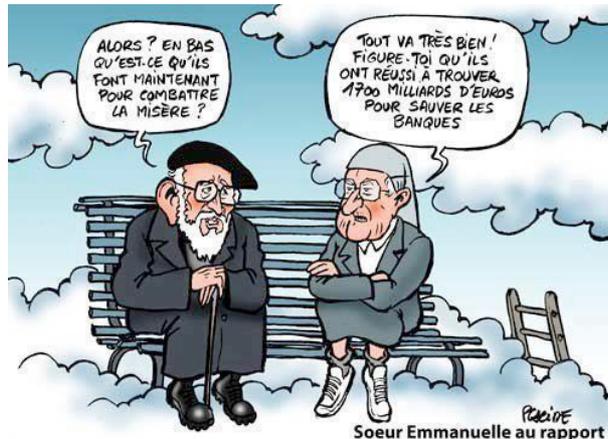
Car le mécontentement est profond et la colère s'étend et s'exprime dans une multitude de conflits locaux.

TOU(TE)S ENSEMBLE, C'EST LE MOMENT

Depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, Macron a perdu de sa superbe et a été contraint à un premier recul début décembre, largement trompeur. Il faut donc continuer à frapper, plus fort encore, mais tous ensemble.

Alors que le gouvernement est affaibli, que Macron est « isolé », lâché par ses proches conseillers, c'est le moment de leur faire passer le goût pour leur sale politique.

Alors que l'Acte 21 des Gilets jaunes se profile, le monde du travail doit saisir sa chance, en construisant la grève, en la reconduisant là où c'est possible, dans la perspective d'un grand mouvement d'ensemble pour paralyser l'économie.



Soeur Emmanuelle au rapport

POUR FAIRE VIVRE LE « SYSTÈME » RENAULT CHOUCROUTE SES HAUTS CADRES

Gosn : 13 millions d'euros en 2017, 710 fois le Smic brut. On connaît depuis longtemps la façon dont se goinfrent les dirigeants des grandes entreprises (PDG, DG, membres du Comité exécutif). Avec la bénédiction, malgré quelques réserves, des actionnaires, dont l'Etat. De quoi se plaindraient-ils ? Depuis 2012, le dividende par action a plus que doublé. Des millions et des millions gagnés sur une exploitation accrue de la masse des salariés : suppressions d'emplois, gel des salaires, compétitivité-emploi... sans compter l'explosion du nombre d'intérimaires sans statut Renault.

Le dernier bilan social Renault permet de mettre en lumière une autre catégorie de privilégié-es du système Gosn : les dix plus hauts cadres non dirigeants. En moyenne, ils et elles ont touché 1,47 million chacun-e en 2018 ; en augmentation de 15,6% par rapport à 2017. Il paraît que ces salaires rémunèrent les « forces vives » arrachées à la concurrence. Une manière pour le « système Gosn » d'acheter le silence sur ses pratiques.

BRÉSIL : BOLSONARO NOSTALGIQUE DE LA DICTATURE

Au Brésil, le coup d'Etat du 31 mars 1964 renverse le président démocratiquement élu. C'est le début d'une dictature militaire qui va durer jusqu'en 1985, avec son lot d'horreurs : 434 assassinats politiques, des dizaines de milliers d'arrestations, torture à la clé, des milliers d'indigènes liquidés. Des crimes qui ne font jusqu'à aujourd'hui l'objet d'aucune condamnation, une loi d'amnistie de 1979 protégeant les bourreaux. L'actuel président Bolsonaro déclarait même en 2016 que la seule erreur des militaires, c'était de « torturer sans tuer ».

C'est donc sans états d'âme qu'il avait demandé aux militaires brésiliens de célébrer, ce 31 mars 2019, l'anniversaire du coup d'Etat de 1964. Ce qui a soulevé un tollé dans le pays, et divisé ses propres rangs. Par contre, on attend toujours les réactions indignées de Macron et de ses homologues européens. Prochaine étape du sale boulot de Bolsonaro : dynamiter le système de retraites pour économiser des milliards sur le dos des salariés et en livrer la gestion au privé (fonds de pension). Souhaitons que des mobilisations sociales d'ampleur lui fassent barrage.

ACHARNEMENT SCANDALEUX DE LA POSTE CONTRE LES GRÉVISTES DU 92

Depuis un an, postières et postiers du 92 mènent un combat exemplaire contre le licenciement de Gaël Quirante, secrétaire du syndicat Sud Poste du département, contre des réorganisations qui augmentent la charge de travail, et pour l'embauche des intérimaires. Mais dès le début du conflit, la direction de La Poste a adopté une attitude extrêmement violente vis-à-vis des grévistes : toutes les paies à zéro euro, refus total de négocier,

suppression du complément familial et des mutuelles, intervention de la police dans les centres, violences physiques contre des grévistes. Mais la grève tient, la solidarité s'amplifie dans toute la France. Début mars s'ouvre enfin une amorce de négociation. C'était sans compter sur la perfidie de la Poste, qui vient d'obtenir de la justice la mise en examen de Gaël Quirante, dans une affaire d'occupation du siège national de la Poste en 2014. Trois de ses camarades risquant le même sort. Un acharnement scandaleux. Ces poursuites judiciaires doivent cesser.

CHASSEZ LE NATUREL...

En novembre dernier, Laurent Wauquiez et certains membres du parti Les Républicains avaient bien essayé d'enfiler un gilet jaune, dans l'espoir de se donner un petit air proche du peuple et glaner quelques voix. Mais leur costard-cravate de fils de riches a vite repris le dessus.

Voilà que des députés de ce parti viennent de proposer un projet de loi visant à supprimer le RSA aux manifestants qui commettraient des « exactions » lors des manifestations. Les amis de Wauquiez pensent que pour fermer sa gueule à celui qui n'a que le RSA, il suffira de lui couper les vivres.

Quant à Macron, il pense que si une militante de plus de 70 ans est gravement blessée par les flics, c'est bien fait pour elle, elle n'avait qu'à « être raisonnable ».

Deux raisons de plus d'enfiler son gilet jaune, collectivement, partout où on le peut.

Fête
du



Samedi
18 mai
de 15h à 24h
Salle Festive
Saint Etienne
du Rouvray



Avec

Philippe
Poutou

Débats,
meeting,
repas,
concert avec



KinKeliba

Salle Festive, Rue des Coquelicots
Bus 42 arrêt Coquelicots ou ligne F3 arrêt Youri-Gagarine

Justice sociale,
urgence
climatique, c'est
le système
qu'il faut changer

Entrée + concert : 5 euros (repas payant sur réservation)

correspondance@npa76.org
facebook.com/npa.rouen
www.npa76.org

